



La Défense, Le 24 novembre 2018

A: Namita SHAH Directrice PSR Groupe TOTAL
Gilles NOGUEROL Directeur des relations sociales Groupe

Madame la Directrice, Monsieur le Directeur,

Les salariés de nombreux sites TOTAL se sont massivement mis en grève depuis le 21 novembre pour garantir leurs acquis sociaux.

La pérennisation des différentes primes (prime de quart, prime d'ancienneté, prime de panier) ainsi que la garantie du maintien de la cessation anticipée d'activité des personnels postés sont leurs principales revendications.

L'ensemble de ces dispositions qui garantissent une rémunération acceptable et une possibilité de vivre une partie de la retraite en bonne santé, sont devenues éphémères depuis les ordonnances Macron. La CGT a, depuis la mise en place de ces ordonnances, demandé à ce qu'elles soient garanties par la convention collective. Ce que l'UFIP a toujours refusé.

A l'aube de la Négociation Annuelle Obligatoire sur les salaires chez TOTAL vous demandez à ce que le climat s'apaise afin de garantir une négociation sans tension.

La CGT est prête à répondre à votre appel.

Elle vous demande pour cela de garantir, par écrit, que l'ensemble des dispositions ci-dessus ne seront pas remises en cause dans notre entreprise.

Nous sommes prêts à signer un accord allant dans ce sens.

Nous organisons des assemblées générales dans tous les établissements lundi prochain, 26 novembre, à partir de 12H, afin de mettre en débat la suite à donner au mouvement de grève et notamment la planification de l'arrêt des installations.

Une position de principe de votre part sur la finalisation rapide, au cours de la réunion du 28 novembre, d'un accord garantissant prime de quart, prime d'ancienneté et CAA, qui interviendrait d'ici lundi midi, serait sans aucun doute de nature à infléchir les positions prises dans ces assemblées.

Nous attendons donc une réponse rapide de votre part sur le sujet.

Pour la Coordination CGT du Groupe TOTAL
E.SELLINI

Copie : DSC CGT, DRS Raffinage Pétrochimie



LA COLERE S'EXPRIME PARTOUT, Y COMPRIS CHEZ TOTAL !

Le mouvement social, qui touche actuellement cinq sites du Raffinage/Pétrochimie, mais aussi des sites du Marketing/Services et de filiales du Groupe Total, a pour origine deux causes : **la politique Macron venue impacter nos garanties collectives et les pertes de pouvoir d'achat liées à la politique salariale chez Total**, depuis maintenant plus de 3 ans.

L'appel à la mobilisation, **lancé le 21 novembre par la CGT**, a été rejoint par la Fédéchimie FO, suite à l'échec des négociations à l'UFIP, le 22 novembre dernier.

Non seulement, **la chambre patronale refuse de garantir le maintien de nos primes dans le giron de notre Convention Collective (CCNIP)**, mais elle a proposé une augmentation des minis conventionnels inférieure à l'inflation.

Le message est clair : Dès le 1^{er} janvier 2019, les salariés gagneront moins qu'en 2018, et en plus, **l'employeur aura toute latitude à négocier à la baisse plusieurs de leurs éléments de salaires, au nom de la rentabilité, de la compétitivité ou du maintien de l'emploi !**

Face à ce risque contre le maintien et même l'évolution de nos acquis sociaux, la CGT revendique :

- L'ouverture immédiate d'une négociation pour **garantir l'indérogeabilité des primes et avantages conventionnels**, y compris CAA, dans tout le Groupe Total,
- L'ouverture immédiate de la négociation salaires pour laquelle la CGT réclame entre autres :
 - Une **augmentation générale de 4%** avec un plancher à 100€ et une **prime de 3000€** pour tous,
 - Une prime de quart au **coefficient 340** et le **déplafonnement** de la prime d'ancienneté,
 - Une reconnaissance de la qualification avec **une évolution promotionnelle tous les 5 ans maximum**.

Partout, la grève a été reconduite jusqu'à lundi à la mi-journée. **Il reste donc encore du temps à la Direction Générale pour accepter de se mettre autour de la table et négocier**. Si elle refuse, le risque est grand que le mouvement se durcisse, s'amplifie et se propage. **Car les barrières des usines de Total ne sont pas hermétiques à la colère qui gronde partout dans le pays**. Les baisses de pouvoirs d'achat ne touchent pas seulement les plus démunis et les salariés de Total, comme les autres, sont impactés par la politique Macron !

